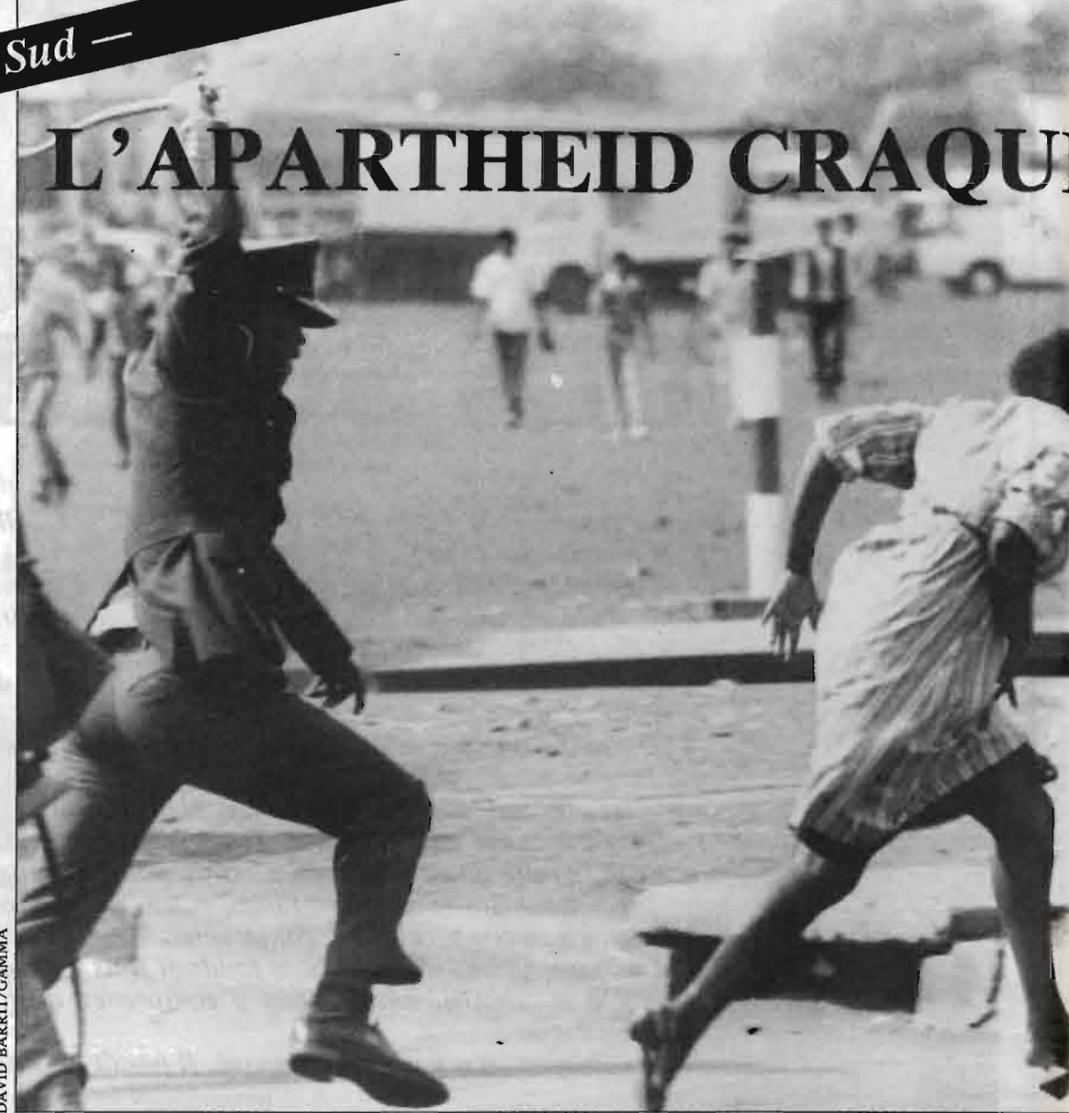


— Afrique du Sud —

# L'APARTHEID CRAQUE DE PARTOUT

**Fausse réformes, vraies victimes : le régime de Pretoria a le dos au mur, ce qui le rend encore plus dangereux.**



Johannesburg, août 84, jour d'élections

DAVID BARRIT/GAMMA

Sharpeville, banlieue du Cap, 3 septembre : des enfants noirs dispersés à coup de fouet, le macadam qui brûle, des cadavres, noirs, dans les rues. Le plus symbolique de tout ça, c'est sans doute les coups de fouet. Les brigades anti-émeutes du gouvernement de Pretoria sont sur-entraînées, on ne peut attribuer l'utilisation de cet instrument à l'impéritie de forces de l'ordre prises au dépourvu. Le message est très clair, esclaves vous êtes, esclaves vous resterez, et si vous protestez, c'est le fouet, en attendant les balles. Esclaves, vous resterez : la nouvelle constitution de la République sud-africaine, votée, par les Blancs, en novembre 1983, vient confirmer celle de 1910, qui avait institutionnalisé l'apartheid. Les Noirs, 73 % de la population, restent à l'écart de tout. Pretoria a simplement tenté de séparer d'eux les Métis et les Indiens, respectivement 2,8 millions et 900 000 personnes, en leur octroyant deux Chambres. Bien sûr séparées du parlement blanc, les deux Chambres,

indienne et métisse statuerait sur les affaires concernant les deux communautés. A charge, simplement, pour le Président de la République, en l'occurrence Pieter Botha, naguère Premier ministre, et plus anciennement pro-nazi, de décider ce qui les concerne ou pas.

**Les grands moyens**

Une stratégie vieille comme le monde, isoler les Noirs pour mieux les contenir. « Partager le pouvoir, dit un universitaire blanc, pour ne pas perdre le contrôle ».

L'échec est total, d'ailleurs reconnu par M. Botha. L'UDF (1), organisation récente qui regroupe désormais plus de 700 organisations anti-apartheid, avait appelé Indiens et Métis au boycott. Pour son président, on devait considérer qu'une participation supérieure à 25 % serait un succès pour le Gouvernement. Celui-ci n'a pas lésiné sur les moyens : emprisonnement des leaders pendant la campagne

pour le boycott, pressions sur les électeurs à qui on a fait croire qu'ils perdraient leur pension, voire leur maison, s'ils ne votaient pas.

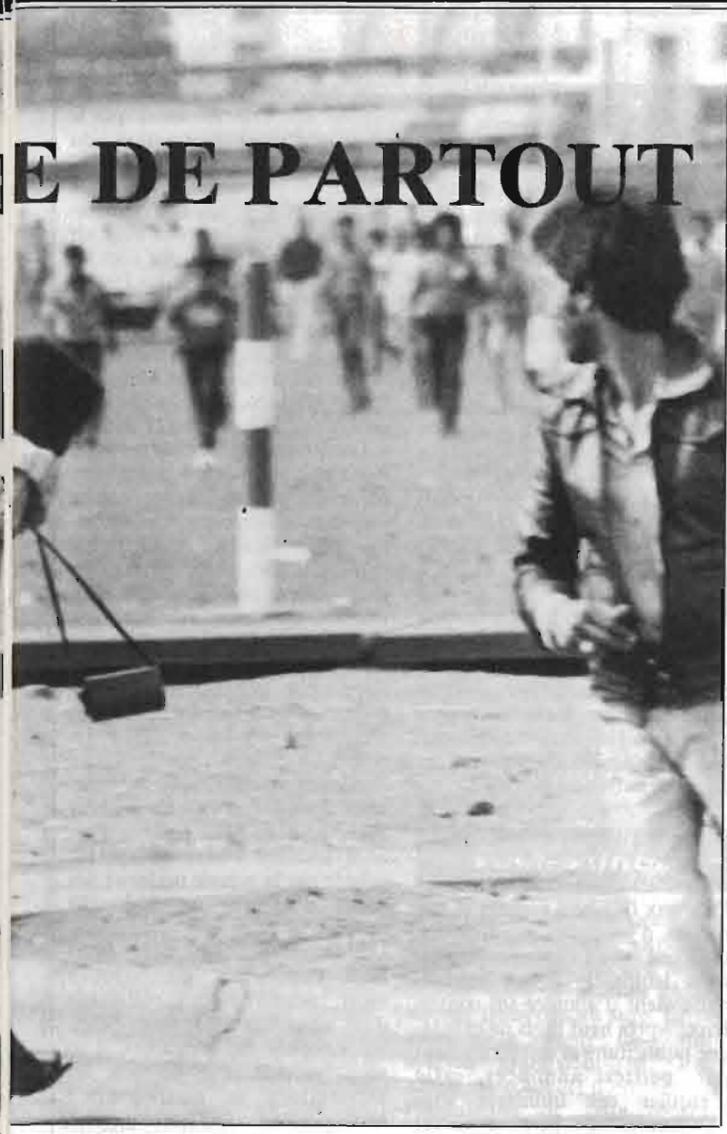
En pure perte. 17 % de participation pour les Indiens, 18 % pour les Métis. Les élus représentent 5 % de la population. Deux députés du Cap ont été respectivement élus avec 118 et 115 voix. L'analyse même du calcul du taux de participation est significative : on peut dire, sans exagération, que la minorité blanche en RSA (2) refuse de regarder la réalité de son pays en face. Pour ce faire, elle est obligée de se mentir à elle-même. Pour obtenir un taux de participation officiel de 28 %, on s'est basé sur les chiffres du recensement de... 1980, alors qu'on reconnaît par ailleurs tout aussi officiellement, que la population métisse a augmenté depuis de près de 300 000 personnes, ce qui, au total, donne 10 % d'écart au score final de participation.

Autre tentative, celle-là plus ancienne, autre échec de l'apartheid : de façon tout à fait cyni-

que, on pourrait imaginer que le seul régime au monde à avoir institutionnalisé le racisme depuis 1945 pourrait se maintenir, en effectuant une percée économique telle qu'elle émousse les désirs d'indépendance des populations maintenues dans l'esclavage. C'est ce que tente de faire Pretoria depuis quelques années en s'appuyant sur une infime bourgeoisie noire qui collabore avec elle.

**A coups de fouets**

Mais cette minorité est complètement isolée du reste de la population. Quand le maire noir de Soweto, M. Tshabalala, millionnaire élu en 1983 avec 10 % des suffrages, invite l'épouse de M. Botha à visiter une crèche entre deux haies de chiens policiers, il y a moins de cent personnes à la cérémonie. Pendant les dernières émeutes, le maire-adjoint de Sharpeville a payé de sa vie sa collaboration. Quand au progrès économique, la RSA vit une telle crise que les autorités ont dû augmenter les loyers des ghettos



noirs de la banlieue, en sachant parfaitement à quelles protestations elles s'exposaient.

Troisième échec, la tentative d'isolement de l'ANC. « Si l'UDF organisation légale, n'a pas de rapports avec elle, l'ANC ne jouit pas moins d'un prestige grandissant dans la population noire » nous disait récemment Jo Gele, un de ses dirigeants.

La stratégie de la porte étroite a complètement échoué. Pretoria a entrouvert la porte à certains, mais bien peu veulent la franchir à ces conditions. Face à cela, il y a les forces qui poussent. On a vu le succès de la campagne pour le boycott. On a vu le succès de la grève des cours par les lycéens, qui réclamaient des conseils représentatifs, la fin des châtiements corporels, et la suppression des limités d'âge (3). Le mouvement a affecté plus de 30 écoles secondaires noires, puis huit universités, 40 000 personnes. Aux défilés ont succédé les arrestations, les dispersions à coup de fouet. Sept morts en quelques jours, suivis par les massacres du début septembre,

quand les populations des *townships*, (4) dont Sharpeville (5) sont descendues dans la rue pour protester contre la hausse des loyers. Une trentaine de morts en tout, les hélicoptères, les blindés, les balles de caoutchouc puis les balles réelles. La répression la plus sanglante depuis Soweto, en 1976. 73 % de Sud-Africains qui votent avec leur sang, seul moyen qui leur est laissé.

Face à ces forces qui poussent, des forces qui résistent : l'opinion blanche d'Afrique du Sud est constamment maintenue par les medias en état de siège, d'hystérie permanente. Il en faut, du travail idéologique, pour faire considérer comme normal le fait de ne pas poser ses fesses sur le même banc qu'un Noir. Sur le chapitre hautement symbolique des relations sexuelles, un sondage récent montrait que 80 % des Afrikaners sont favorables au maintien de l'interdiction des relations sexuelles interraciales. Sans compter les dissensions à l'intérieur même de cette minorité blanche, puisque seulement 40 % des Anglophones sont fa-

vorables au maintien de cette interdiction. (Le Monde, 22-08-84). Sans présenter l'ex-nazi Botha comme un libéral, on ne peut comprendre la situation en Afrique du Sud sans admettre que pour une bonne partie de la population blanche, il est allé au bout des concessions possibles.

Echec du simulacre d'ouverture, poussée de la population noire, exacerbation des résistances dans la population blanche, la RSA est une cocotte minute dont la soupape de sécurité vient de se boucher.

Reste à ouvrir le couvercle. Depuis quelques années, le Gouvernement de la RSA a compris que son salut est à l'extérieur. Il a partiellement réussi à se débarrasser de la pression des pays de la ligne de front, surtout du Mozambique, en profitant de leur faiblesse économique pour arracher des concessions. En même temps, le Premier ministre a entrepris une opération de séduction envers les pays occidentaux, avec une longue tournée en Europe au mois de juin.

Le Gouvernement français n'a pas réagi avec la fermeté qu'on attendait de lui, puisqu'au bout du compte, le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants, Jean Laurain, s'est retrouvé côte-à-côte avec M. Botha pour inaugurer un monument aux morts sud-africains de la dernière guerre (voir encadré). Après les émeutes du début septembre, Lionel Jospin a déclaré à Nairobi que le

Parti socialiste « continuerait de faire pression sur les entreprises pour qu'elles diminuent leurs investissements en RSA, et, si possible, qu'elles cessent d'en faire ». L'affaire récente des sous-marins laisse toutefois planer un doute sur la validité d'une telle affirmation (voir encadré).

Il convient aux pays industrialisés de couper le feu sous la cocotte. En n'apportant aucun soutien extérieur au Gouvernement de Pretoria. Toute considération humanitaire mise à part, le problème de l'apartheid, c'est que c'est un régime qui n'est pas viable, qui ne peut s'acheminer que vers sa propre destruction, sauf survie artificielle de l'extérieur. Reste à éviter la destruction sanglante. Seules l'ANC et les organisations de l'UDF souhaitent l'établissement d'une société multiraciale à égalité des droits. C'est là qu'il faut chercher les forces de paix de l'Afrique australe.

Jean ROCCIA

- (1) United Democratic Front.
- (2) République sud-africaine.
- (3) Beaucoup d'enfants noirs, en retard scolaire, doivent quitter l'école à cause d'elle. Rappelons que l'Etat dépense huit fois plus pour un écolier blanc que pour un noir.
- (4) Banlieues noires.
- (5) Le 21 mars 1960, la répression d'une manifestation à Sharpeville faisait 69 morts. La date a depuis été choisie par l'ONU comme celle de la journée internationale de lutte contre le racisme.

## LA MÉMOIRE COURTE



Juin 1984 dans la Somme. Pieter Botha, membre d'un mouvement pro-hittérien en 1940, vient s'incliner devant un monument aux morts sud-africains pendant la deuxième guerre mondiale. Sur la stèle sont gravés les noms et prénoms des combattants tués. Quand il y a seulement inscrit « soldat sud-africain », c'est que la victime était noire. Donc n'avait pas de nom.

En juillet le MRAP demande « s'il est vrai que les négociations sont en cours pour la livraison de quatre sous-marins nucléaires à l'Afrique du Sud ».

Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, et les chantiers Dubigeon démentent catégoriquement. D'après ces derniers, le matériel militaire ne peut être construit que par les arsenaux militaires. C'est oublier que les mêmes chantiers ont déjà construit des sous-marins, bâtiments rarement civils, pour l'Afrique du Sud. D'autre part, des informations complémentaires indiquent qu'il s'agit non d'en construire, mais d'en faire réparer quatre non-nucléaires il est vrai, réparations que les chantiers navals espagnols de Cartagena ont refusé d'effectuer, au nom de la lutte contre l'apartheid. On attend encore des précisions des chantiers Dubigeon.